

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 108 (1963)
Heft: 2

Artikel: Les flancs exposés de l'OTAN
Autor: Liddell Hart, B.H.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343144>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

Rédaction-Direction: Colonel-brigadier Roger Masson

Rédacteur-Adjoint: Colonel EMG Georges Rapp

Administration: Lt-colonel Ernest Bütiger

Editeurs et expédition: Imprimeries Réunies S.A., av. de la Gare 33, Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. II 5209)

Annonces: Publicitas S.A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT: Suisse: 1 an Fr. 14.—; 6 mois Fr. 8.—

Etranger: 1 an Fr. 17.—; 6 mois Fr. 9.—

Prix du numéro: Fr. 1.50

Les flancs exposés de l'OTAN¹

Bien que datant de 1961, nous avons tenu à reproduire ici cette importante étude du grand écrivain militaire anglais B. H. Liddell Hart. Elle demeure en effet très actuelle à l'heure où se discutent la réorganisation de l'OTAN et le dispositif général destiné à la défense de l'Europe. (Réd.)

A son origine, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord s'était donné pour tâche essentielle de couvrir l'Europe occidentale contre une agression soviétique. L'effort militaire principal fut employé à réunir une force de couverture sur le théâtre du « *Centre Europe* ». Par la suite, après l'adhésion de la Grèce et de la Turquie en 1952, un second objectif fut de dresser un bouclier protégeant le flanc sud de l'OTAN en Méditerranée. Peu d'attention fut portée au flanc nord, bien que le Danemark et la Norvège eussent été membres de l'OTAN dès sa création, et très peu fut fait pour créer une force de couverture dans cette région.

¹ Etude parue dans la revue américaine « Marine Corps Gazette » (janvier 61) et tirée de « Sélection d'articles étrangers » du Centre interarmées de documentation militaire (avril 1962) de l'Etat-major français. (Réd.)

Le flanc nord se trouve être, en Europe, le point le plus faible de l'OTAN. Il l'est par les effectifs affectés à sa défense, par sa vulnérabilité stratégique et par les défauts de son organisation. La conjoncture a de quoi faire frémir tout homme ayant le sens des réalités.

Cette faiblesse générale présente un grave danger pour le front du « *Centre Europe* », lequel pourrait être débordé par le nord. Mais le péril existe pour les membres de l'OTAN bordant la Méditerranée, qui ne tarderaient pas à ressentir les conséquences d'une pénétration du flanc nord et de son effondrement. Le Danemark et la Norvège couvrent, en effet, les débouchés sur l'Atlantique de la puissante flotte sous-marine de la Russie soviétique, dont la majeure partie est stationnée dans les ports de la mer Baltique et de l'Océan Glacial.

Ceci ne signifie pas nécessairement, comme le pensent beaucoup d'amiraux de la vieille école, que les sous-marins russes sont destinés à un blocus analogue à celui que nous avons connu dans les deux dernières guerres mondiales. Le fait qu'un tel blocus constituerait une menace capitale, en particulier pour la Grande-Bretagne, qui dépend de ses communications maritimes pour le ravitaillement de sa population, n'est pas de nature à inciter les chefs de la Russie à se lancer dans cette aventure, à moins qu'ils n'acceptent le risque d'une guerre totale. Car le blocus ne peut produire de résultats décisifs qu'à long terme. Par contre, les sous-marins russes pourraient être employés d'une manière plus subtile dans une campagne de harcèlement imposant à l'OTAN une protection coûteuse et faisant peser une charge épuisante sur le trafic maritime militaire et marchand de l'OTAN.

Actuellement, les forces sous-marines soviétiques de la Baltique sont soumises à une servitude stratégique. Si l'on écarte l'hypothèse d'un lent transit par voies d'eau intérieures, les sous-marins russes ne peuvent atteindre la haute mer que par les détroits situés entre le Danemark et la côte suédoise, ou entre les îles danoises de Seeland et Funen, pour procéder ensuite par les chenaux étroits du Cattégat et du

Skagerrak, entre Jutland et Norvège, soit, pour passer de la Baltique à la mer du Nord, un parcours de 300 milles à travers des eaux resserrées.

Si ces passages s'ouvraient aux forces soviétiques, les 90 sous-marins ou plus de la flotte de la Baltique déboucheraient dans l'Atlantique pour attaquer les routes maritimes menant en Europe occidentale et méridionale. Ces unités seraient en situation d'opérer contre toute section de ces routes, et même contre les côtes américaines et jusqu'en Méditerranée, le rayon d'action des sous-marins soviétiques de classe moyenne étant de quatre à huit mille milles et celui des nouveaux sous-marins des classes « W » et « Z » de douze mille milles et plus.

Les passages danois pourraient être aisément conquis. En dehors de l'infériorité de ses forces de couverture, cette région est d'une faiblesse stratégique qui tient à sa situation. Ce fait m'a beaucoup frappé en 1933, quand immédiatement après la prise du pouvoir par Hitler, je fus consulté par le commandant en chef des forces danoises sur les plans danois contre une attaque éventuelle de l'Allemagne. Après avoir étudié le problème stratégique, j'estimai que les possibilités se ramenaient, à la condition de la préparer, à une courte action retardatrice dans la presqu'île du Jutland, pour gagner le temps d'une intervention alliée. Il était matériellement impossible de tenir Seeland, l'île principale sur laquelle se trouve Copenhague. Je fis observer à quel point il serait facile de s'emparer de la capitale dans une attaque par surprise de forces aéroportées et amphibies venant de la Baltique. Les mesures envisagées me parurent si vaines que j'indiquai qu'il serait plus sage de les rapporter et de déclarer Copenhague ville ouverte.

Cet avis parut exagérément pessimiste aux Danois, au patriotisme ardent. Cet optimisme était encore partagé en mars 1940 par certains membres du gouvernement britannique, lesquels soutenaient qu'il serait stratégiquement avantageux de prendre l'initiative de l'offensive dans cette

région, et d'amener pour cela le Danemark et la Norvège à entrer en guerre. Cette menace ayant décidé Hitler à prendre les devants, au début d'avril 1940, les points sensibles du Danemark furent conquis en quelques heures et la résistance danoise s'effondra aussitôt. Il en fut à peu près de même de la Norvège. Bien qu'une partie des forces norvégiennes disloquées ait tenu assez longtemps pour permettre à des renforts britanniques et français d'intervenir localement, le reste du pays fut submergé et occupé en quelques semaines.

Il ne serait guère plus difficile aux Russes de rééditer le coup d'Hitler. Il n'existe qu'une bande de plaine d'une centaine de kilomètres entre les forces mécanisées soviétiques de Lübeck et la frontière du Jutland. Et les avancées maritimes du Sund, entre Seeland et la Suède, sont aussi accessibles aux forces navales soviétiques qu'elles l'étaient aux Allemands de 1940. Enfin, la Russie possède des forces aéroportées beaucoup plus importantes que l'Allemagne de cette époque, et celles-ci pourraient être engagées par surprise contre Seeland et le Jutland.

Pour une attaque par mer analogue à celle des Allemands en 1940, la flotte soviétique de la Baltique dispose de 8 puissants croiseurs modernes et d'environ 40 destroyers, sans compter de nombreux petits bâtiments de surface et 90 sous-marins.

Les forces navales chargées de la défense des issues de la Baltique sont très inférieures. La marine danoise ne comprend que deux destroyers, six frégates et quatre sous-marins peu modernes; la marine norvégienne six destroyers, dix frégates et huit sous-marins; et la nouvelle marine allemande réunira d'ici peu douze destroyers, six frégates et douze sous-marins. Mais il est douteux que l'une ou l'autre de ces petites marines puisse intervenir à temps pour s'opposer à une attaque brusquée par mer contre les îles danoises barrant la Baltique.

L'armée de terre du Danemark est si petite que ses effectifs permanents atteignent à peine la valeur d'une division, et ces forces restreintes ne seraient pas même prêtes à l'action

immédiate nécessaire pour s'opposer à une attaque par surprise, tandis que l'Union Soviétique dispose pour une attaque de cette nature de quelque dix divisions aéroportées, avec des moyens aériens suffisants pour transporter deux de ces divisions.

De plus, le premier échelon des forces de choc soviétiques stationnées en Allemagne orientale comprend 20 divisions mécanisées. Une partie de ces divisions pourraient être engagée par voie de terre contre le Jutland, le reste étant employé à contenir l'intervention du groupe d'armées nord de l'OTAN, numériquement inférieur aux forces soviétiques et moins mécanisé.

Une résistance efficace serait d'autant plus difficile que la responsabilité de la défense de cette région de la Baltique est distincte de celle de la défense du « *Centre Europe* », dont elle doit assurer la couverture immédiatement au nord.

C'est le commandement des forces alliées du Nord Europe qui est chargé de cette couverture et de la défense du territoire étiré de la Norvège. En fait, ce commandement à la dénomination impressionnante, groupe des forces minuscules comparées à celles des autres commandements de l'OTAN. Et les forces terrestres du Danemark et de la Norvège sont placées sous des commandements subordonnés distincts.

L'appui de ces forces est, d'autre part, compromis par le refus opposé par ces deux pays, dans la crainte de provoquer l'Union Soviétique, au stationnement sur leur territoire de forces de l'OTAN non nationales et à la création de bases avant l'ouverture d'une crise. Cette attitude est, sans doute, compréhensible dans les circonstances actuelles, mais elle réduit la participation de ces pays à l'OTAN à un point touchant à l'absurdité. A moins que le Danemark et la Norvège n'acceptent la présence sur leur sol de forces de l'OTAN prêtes à agir, il serait plus raisonnable qu'ils adoptent une attitude de neutralité analogue à celle de la Suède. Leur conduite actuelle équivaut à joindre la tentation à la provocation, ce qui fut une conjonction fatale pour la Pologne il y a vingt ans.

Les forces terrestres norvégiennes ne sont pas plus importantes que celles du Danemark. Elles n'ont que la valeur d'une division et n'auraient que peu de chances de résister à une attaque aéroportée de la côte bordant le détroit du Skagerrak, au débouché de la Baltique. Cette section de la côte norvégienne stratégiquement la plus importante, ne forme qu'une infime partie de la longue ligne littorale que doit défendre la Norvège, de la frontière suédoise à l'extrémité nord du pays, face à la base soviétique de Mourmansk. En dépit de la nature accidentée du sol, une défense menée avec d'aussi faibles forces serait une tâche sans espoir contre les effectifs que les Russes peuvent mettre en ligne. La conquête de la partie septentrionale de la Norvège faciliterait le transit des sous-marins soviétiques de leurs bases arctiques à l'Atlantique, tandis que la possession des ports de la côte Atlantique leur permettrait d'opérer avec plus d'efficacité contre les routes maritimes de l'OTAN.

Quand on constate la vulnérabilité du flanc nord de l'OTAN et la faiblesse extrême des défenses norvégiennes et danoises, on ne peut que s'étonner que si peu d'attention soit portée aux dangers courus dans cette région. Qu'on se satisfasse d'une telle situation est vraiment difficile à comprendre.

On a trop aisément admis dans le passé qu'une attaque russe contre le territoire danois ou norvégien mettrait automatiquement en œuvre la force de frappe nucléaire de l'OTAN et que cette menace suffisait pour l'interdire. Mais avec le développement de part et d'autre de la puissance nucléaire et le progrès des engins, cette assurance est devenue très douteuse.

Si les Russes, sous un prétexte commode, occupaient par surprise les passages de la Baltique, puis offraient aussitôt de négocier un règlement pacifique sur la base d'un droit de libre passage en haute mer, les grandes puissances occidentales prendraient-elles le risque d'une guerre nucléaire totale, véritable suicide, plutôt que de négocier? Aucune région ne se prête et n'invite autant à un coup de force que la longue bande de la Scandinavie, dans son état d'actuelle faiblesse.

Puisque la Norvège et le Danemark répugnent au stationnement sur leur sol de forces de l'OTAN d'autres nationalités, la meilleure manière de prévenir le danger d'une attaque par surprise serait la constitution d'une force amphibie basée dans les ports allemands ou les îles du nord de la Grande-Bretagne, force capable de jeter à terre dans un très court délai d'importantes forces de marine bien organisées.

Mais en dehors de la Baltique, il existe d'autres avant-postes sur les flancs de l'OTAN qui seraient presque aussi difficiles à défendre et pourraient devenir eux aussi des objectifs de la stratégie soviétique.

* * *

La position la plus précaire est celle de l'Iran, dont le territoire ouvre une voie d'accès à tout le Moyen-Orient. Si la situation intérieure de ce pays est devenue plus stable, du moins en apparence, l'instabilité et l'inflammabilité se sont étendues à l'ensemble de la région, en particulier à l'ouest et au sud-ouest. Cette aggravation de la situation au Moyen-Orient a naturellement amené l'intervention directe ou indirecte des puissances étrangères, et offert l'occasion de troubles à l'avantage politique et stratégique de leurs auteurs.

L'inquiétante pression actuelle de l'Union Soviétique sur l'Iran¹ était à prévoir dès 1959, quand le gouvernement soviétique adressa une véhémence protestation au gouvernement du Chah, accusant celui-ci d'une « *politique double* », susceptible de « *graves conséquences* ». La note déclarait notamment que les Iraniens, après avoir proposé un pacte d'amitié et de non-agression à l'Union Soviétique, avaient brusquement rompu les pourparlers sous la pression américaine, tandis qu'ils négociaient un nouvel accord militaire avec les Etats-Unis.

Cette situation a son origine dans un passé récent, quelque peu troublé, et qui vaut d'être rappelé.

¹ Rappelons que l'auteur la situe au début de 1961 (Réd.)

Il y a treize ans, en 1948, le Chah prenait une décision hardie comportant un gros risque en éliminant le gouvernement local communiste de la province frontière d'Azerbaïdjan, et en interdisant le parti Rudeh, une « *cinquième colonne* » soviétique en puissance. A la surprise générale, Staline subit ce double affront sans réagir ouvertement. Mais en 1950, le général Rozmara, premier ministre du Chah, était assassiné et une vague de « *nationalisme* » aigu portait le docteur Mossadegh au pouvoir. Communistes et sympathisants coopérèrent avec le parti « *nationaliste* » et appuyèrent ses revendications sur les champs de pétrole britanniques. A la faveur de cette attitude, l'influence communiste se raviva et s'étendit. Quand les Britanniques eurent été écartés du pétrole iranien, les Américains prirent à leur tour une influence croissante dans les affaires de l'Iran. Depuis plusieurs années, une mission militaire américaine participait à l'instruction de l'armée iranienne. L'Amérique appuya dans la coulisse le mouvement contre-révolutionnaire des partisans du Chah, plus particulièrement des chefs de l'armée. En 1953, un coup d'Etat militaire renversait le gouvernement de Mossadegh et rétablissait l'autorité du souverain.

En 1955, l'Iran adhérait au pacte de Bagdad, alliance militaire entre la Turquie, l'Iran, le Pakistan et la Grande-Bretagne, ayant pour objet la défense du Moyen-Orient. Le Chah avait joué un rôle important dans sa conclusion en s'employant à dissiper les doutes de l'Occident sur la valeur militaire et la sagesse politique du pacte, doutes fondés sur la réaction qu'une alliance militaire sur ses confins ne pouvait manquer de provoquer en Union Soviétique, et sur la faiblesse stratégique de cette alliance. L'initiative du Chah tenait à des rapports suivant lesquels les militaires britanniques envisageaient de défendre le Moyen-Orient sur la chaîne montagneuse couvrant les frontières nord et ouest de l'Irak; ce qui eût impliqué l'abandon de toute tentative de défense du territoire iranien.

Le gouvernement soviétique protesta vivement contre la

signature du pacte par l'Iran, taxant l'attitude iranienne d'infraction au traité de neutralité en vigueur entre les deux pays. Il s'abstint une fois de plus de faire suivre sa protestation d'une action directe, mais l'accord soviétique qui suivit sur la fourniture d'armes à l'Égypte contribua à créer une diversion paralysante sur les arrières de la nouvelle alliance: le « *bouclier septentrional* », comme l'appellent les Américains; le « *fer de lance américain* », suivant les Russes.

Les entreprises ultérieures de Nasser pour élargir l'influence égyptienne et saper l'influence britannique chez ses voisins servirent efficacement les tentatives de dislocation entreprises par Khrouchtchev, objectif servi par le ferment antioccidental. On l'a justement remarqué: Le communisme a fait siennes les revendications du nationalisme arabe.

* * *

En juillet 1959 éclatait la révolution militaire d'Irak, dirigée par le général Kassem. Celle-ci dissocia automatiquement le maillon central de l'alliance de Bagdad. Le gouvernement américain, qui avait jusqu'alors observé une certaine réserve à l'égard du pacte, réagit aussitôt en s'engageant à défendre les membres asiatiques demeurés dans l'alliance: l'Iran, le Pakistan et la Turquie. Il prenait ainsi une attitude plus nette que celle qu'il avait observée jusqu'alors.

La conclusion de l'accord n'intervint pas aussi rapidement, mais elle touchait à son terme en décembre 1958, quand le gouvernement soviétique fit une ultime tentative pour l'empêcher, en adressant un nouvel avertissement à l'Iran. Le gouvernement soviétique déclarait qu'il considérerait cet accord comme un « *danger immédiat* » pour l'Union Soviétique. Il rappelait brutalement à l'Iran que le traité de 1921, complété par celui de 1927, donnait à l'Union Soviétique le droit d'intervenir militairement en territoire iranien pour garantir sa propre défense.

La crainte causée par cet avertissement et le mécontentement provoqué par les propositions initiales de l'Amérique

peuvent avoir conduit le Chah, en 1959, à pressentir l'Union Soviétique, en vue de la signature d'un nouveau traité donnant à celle-ci de nouvelles assurances. L'abandon de cette négociation peut avoir été dû aux exigences soviétiques ou à la surenchère américaine.

Mais la question demeure : Que pourraient les Américains, si l'Union Soviétique envoyait des troupes en Iran en vertu des dispositions du traité de 1927 ?

L'Iran est couvert par un rempart naturel constitué par la chaîne montagneuse qui forme sa frontière au nord. Des chaînes successives, en arrière de ce premier obstacle, fournissent une série de positions donnant les éléments d'une défense en profondeur. Mais la valeur effective de tels obstacles dépend de leur défense par des forces assez puissantes pour en maintenir la possession. En soi, ils ne représentent rien de plus qu'une gêne momentanée pour des forces mécanisées. Il n'est pour exemple que de rappeler la progression des divisions blindées allemandes, quand elles déferlèrent à travers les Balkans en 1941, submergeant en quelques jours les armées grecque et yougoslave, cependant assez fortes et formées de troupes courageuses. Mais le courage ne peut suffire sans un armement et un matériel modernes.

Avec ses 120.000 hommes et ses 13 divisions à effectifs réduits, la faiblesse de l'armée iranienne n'est que trop évidente quand on la compare à l'une ou l'autre de ces deux dernières armées. Une petite quantité de matériel relativement moderne lui a été fournie par l'Amérique, entre autres pays, au cours de ces dernières années, et des officiers américains ont participé à son instruction. Mais quatre ou cinq seulement des petites divisions iraniennes peuvent être considérées de réelle valeur, encore qu'elles soient assez mal armées et équipées. Trois d'entre elles sont des divisions dites blindées, dotées de chars périmés. Et l'armée iranienne manque d'armes antichars. Les soldes sont faibles et le mécontentement favorise la propagande communiste. Même en comptant sur la fermeté de cette armée, elle ne représente qu'une bien faible

force pour couvrir les 700 milles de la frontière nord du pays (250 milles à l'ouest de la mer Caspienne et 450 à l'est), pour ne pas parler des 400 milles de sa frontière avec l'Afghanistan.

Dans de telles conditions, le meilleur moyen de retarder une attaque soviétique — les armes nucléaires mises à part — serait d'exécuter des destructions bien disposées sur les routes traversant la montagne. Mais un dispositif étendu de destructions exige non seulement une certaine technique, mais aussi de fortes ressources, rares dans cette région du monde. Il n'est pas surprenant que certains officiers iraniens aient déclaré que les Russes submergeraient le pays en moins d'une semaine, à moins qu'une aide extérieure importante ne parvienne dans les tout premiers jours.

Une pénétration soviétique dans le Moyen-Orient s'exercerait vraisemblablement par l'Azerbaïdjan iranien, pour se poursuivre en direction de l'Irak par les cols menant à Rouandiz et Kirkout. Cet itinéraire, le plus court, ne compte guère plus de 100 milles en territoire iranien à parcourir avant la frontière irakienne. Les Russes pourraient intervenir avec des troupes aéroportées pour ouvrir la route et se saisir des passages.

* * *

Mais nous avons aussi à compter avec la possibilité d'une attaque de flanc débouchant de la région située à l'est de la mer Caspienne, exécutée soit par les Russes, soit par les Afghans, ceux-ci pourvus de matériel soviétique. Si les uns ou les autres submergeaient rapidement le territoire iranien, ils pourraient envahir l'Irak par divers points de sa frontière de 600 milles entre Rouandiz et le golfe Persique. C'est une ligne difficile à couvrir, bien qu'elle soit montagneuse. L'Irak serait un merveilleux terrain de manœuvre pour des forces blindées débouchant en masse des passages dont se serait assuré l'envahisseur.

Sur les arrières de l'Irak, ni la Syrie, ni le Liban, ni la Jordanie, ni l'Arabie séoudite, n'ont de frontières favorables

à la défense. Toutefois, leurs étendues désertiques pourraient limiter l'effectif des forces mises en ligne par l'agresseur.

Mais aucun de ces Etats ne dispose d'éléments capables d'offrir une sérieuse résistance à une attaque soviétique, même si celle-ci était exécutée avec des moyens limités. Et l'Irak pourrait faire office de satellite en fournissant à l'Union Soviétique un saillant favorable à une telle action.

La seule armée véritablement efficace du Moyen-Orient est l'armée d'Israël. Celle-ci a prouvé sa valeur en repoussant l'offensive concentrique des pays arabes en 1948, puis dans sa campagne des « *Cent heures* » contre les Egyptiens en 1956. Cette armée représente la meilleure force opérationnelle du Moyen-Orient, avec à sa tête des chefs énergiques, instruits et extrêmement intelligents, une rare conjugaison de qualités. Mais ses effectifs et son matériel ne lui permettraient guère de faire face à l'agression d'une puissance de l'importance de l'Union Soviétique.

L'armée soviétique possède dans le Caucase, à l'ouest de la mer Caspienne, une quinzaine de divisions bien équipées, prêtes à intervenir, plus neuf ou dix autres stationnées à proximité. Ces forces pourraient être rapidement doublées par les trois voies ferrées desservant cette région stratégique. Certes, il serait difficile d'organiser le support logistique d'une force supérieure à 15 divisions opérant en direction du golfe Persique, mais ces 15 divisions suffiraient amplement à bousculer l'armée iranienne et les renforts alliés qui pourraient être envoyés à son aide.

Les Américains ont une importante mission militaire en Iran, mais n'ont aucune unité de combat à proximité, à l'exception du bataillon de « *Marines* » de la sixième flotte, en Méditerranée. Au cours de la crise du Liban, en 1958, ce bataillon dut être renforcé par un groupement aéroporté de la septième armée venu d'Allemagne. Il existe bien aux Etats-Unis une réserve stratégique de quatre divisions, dont deux aéroportées. Mais l'Iran pourrait être envahi avant qu'elles puissent intervenir.

Les Anglais, depuis Suez, sont à peine mieux placés que les Américains pour fournir rapidement des renforts et leur réserve stratégique est beaucoup moins importante. La seule unité qui pourrait intervenir rapidement sur les lieux est la brigade de parachutistes qui fut employée en Jordanie en 1958. Son envoi sur un théâtre d'opérations aussi éloigné que l'Iran poserait un problème de transport et de logistique beaucoup plus difficile à résoudre.

Il existe une autre pièce sur l'échiquier: la Turquie, autrefois part du Proche-Orient. A la vérité, ce pays lui appartient encore, géographiquement et stratégiquement. Si sa frontière occidentale se situe en Europe et borde la Grèce et la Bulgarie, l'exposant de ce côté à une agression communiste, par sa frontière orientale la Turquie touche au Moyen-Orient et à l'Iran, et s'appuie au Caucase soviétique. Sa position de flanc est d'une grande importance stratégique dans cette région du monde.

La Grande-Bretagne et la France ont pris l'initiative d'un traité d'assistance mutuelle avec la Turquie, traité qui eut l'appui de l'Amérique et prit tout son sens avec l'incorporation de la Turquie dans les plans militaires alliés. La nature a dressé de fortes barrières sur son territoire. Ces obstacles naturels sont défendus par une armée permanente de près de 400.000 hommes organisés en quelque 25 divisions, dont 6 divisions blindées. Les Turcs ont montré leur valeur militaire dans le passé et en ont récemment encore fourni la preuve en Corée. Leur armée est en cours de modernisation avec l'aide américaine. Elle souffre de troubles de croissance, mais devrait être capable de tenir sa place dans une situation défensive.

Si la Turquie pouvait agir assez rapidement pour couvrir son voisin iranien contre une attaque russe débouchant du Caucase, son intervention serait d'un grand poids dans la phase initiale de la défense de l'Iran, phase capitale. Mais il est douteux que la Turquie puisse développer une contre-offensive efficace hors de ses frontières.

Les forces dont l'Union Soviétique dispose pour une telle

action sont beaucoup plus importantes que celles qui pourraient s'y opposer. Les divisions aéroportées soviétiques, forçant les barrières montagneuses, s'empareraient des points clés profondément sur les arrières, y créant la panique. Pour parer un tel coup, les armées des Etats arabes ne représentent guère plus qu'un écran de papier. Si la Turquie est capable d'assurer sa propre défense, elle se trouve hors de l'axe d'agression et serait incapable de barrer l'accès menant au pétrole du Moyen-Orient.

En bref, il semble qu'il n'y ait d'autre ressource, pour défendre l'Iran contre une agression, que dans les armes atomiques tactiques des forces aériennes américaines de la Méditerranée. Mais cette action comporterait un risque d'extension du conflit allant jusqu'à la guerre nucléaire totale et, par conséquent, à un suicide mutuel. Il pourrait y avoir plus d'hésitation à prendre une décision de cette nature, qu'il n'y en eut à donner à l'Iran l'assurance qu'elle serait protégée. La politique occidentale a été prompte à couvrir de ses garanties tout le Moyen-Orient, sans être aussi prompte à résoudre les difficultés stratégiques.

* * *

Les garanties données à la Pologne au printemps de 1939 ont eu des conséquences fatales pour les pays intéressés. Les garanties accordées à l'Iran pourraient être plus graves encore de conséquences à l'ère nucléaire. Il faut espérer que Khrouchtchev se rendra compte de ce risque, plus que ceux qui ont fourni ces garanties, et qu'il résistera au désir de mettre à profit la faiblesse iranienne, mieux qu'Hitler ne l'a fait devant la « *provocation* », en fait devant la faiblesse, des garanties données à la Pologne.

Khrouchtchev peut estimer qu'il y a plus à gagner au Moyen-Orient par la poursuite d'une politique indirecte et une stratégie de subversion que par une intervention militaire directe. Il n'est que trop évident qu'il y existe de nombreuses occasions de pêcher en eau trouble. Il suffirait d'un nouveau tournant révolutionnaire pour que des partis dominés par les

communistes parviennent au pouvoir en Irak, en Syrie ou ailleurs, et même en Iran. Ces gouvernements pourraient faire appel à l'aide soviétique, laquelle interviendrait de la même façon que les Britanniques en Jordanie à la requête du roi Hussein, ou les Américains au Liban à l'appel du président Chamoun.

Nous l'avons dit, les Russes possèdent quelque dix divisions aéroportées et des moyens aériens suffisants pour transporter deux de ces divisions. L'arrivée soudaine de ces deux divisions au Moyen-Orient, sur l'invitation du gouvernement du pays en cause, placerait les puissances occidentales devant une situation extrêmement embarrassante.

Le Protectorat d'Aden et les Etats pétroliers de la péninsule Arabique bordant le golfe Persique et placés sous protectorat britannique, ou liés par traité à la Grande-Bretagne, sont d'autres régions critiques du Moyen-Orient. A deux reprises en 1957, puis au printemps 1958, les troupes britanniques durent intervenir pour repousser les incursions du Yémen, qui de nouveau revendique le territoire d'Aden. En 1957, le sultan d'Oman et Mascate fit appel à la Grande-Bretagne pour étouffer une dangereuse révolte, après la défaite de ses troupes par l'iman d'Oman. La situation à Aden est devenue plus précaire encore depuis que les Soviétiques ont fourni des chars, des canons automoteurs et d'autres armes au Yémen. Il y a deux ans, des ingénieurs russes devaient construire un port sur la côte du Yémen bordant la mer Rouge pour y établir une base navale.

De nouveaux troubles pourraient éclater à tout moment et il est possible que sous prétexte « *d'agression britannique* » les Yéménites soient conduits à demander la « *protection* » soviétique. La colonie britannique d'Aden éprouverait une certaine émotion si elle s'éveillait un matin pour découvrir des « *volontaires* » russes largués sur le territoire contesté et servant les chars et les canons soviétiques expédiés au Yémen.

La solution la meilleure et la moins propre à être considérée comme une provocation serait la présence, sur les mers for-

mant le périmètre de cette région troublée, d'une force amphibie pouvant mettre rapidement à terre des éléments capables d'éteindre les foyers d'incendie. La sixième flotte américaine, indépendante des bases et aérodromes terrestres, fournit cet appui souple, puissant, sans provocation, à l'extrémité orientale de la Méditerranée, appui qui serait plus efficace encore si ses unités de « *Marines* » étaient renforcées. Mais à l'heure actuelle, il n'existe aucune force de cette nature en mer Rouge et dans l'océan Indien pour protéger la région du golfe Persique et la péninsule Arabique.

C'est une exigence que les Britanniques devraient satisfaire en constituant une force amphibie appropriée.

Capitaine B. H. LIDDELL HART

Ce sacré culte de la personnalité !

C'était fatal ! On l'aimait trop. Si bien que, peu après sa mort, l'ex-petit père des peuples fut « déstalinisé ». Car, même disparu, son nom et son souvenir étaient devenus gênants. Alors, on l'éloigna du mausolée de la Place Rouge où il dormait aux côtés de Lénine. C'était une sérieuse vengeance. Mais, comme cela ne suffisait pas, on déboulonna ses statues, fit disparaître ses portraits. Les pays satellites emboîtèrent le pas, car on y a le sens de la discipline.

Et pourtant, beaucoup furent étonnés de cette subite disgrâce morale et posthume. Le camarade Staline n'était-il pas, à leurs yeux, dans le sillage du grand Lénine, l'artisan de la dictature du prolétariat qu'il avait, au cours des ans, consolidée par de sages mesures d'épuration ? Par exemple,